

LIVRES

Les contrefaçons de l'universel

DE L'UNIVERSEL
de François Jullien
Ed. Fayard, 264 pages, 18 euros.

Tenter de comprendre la culture de l'autre nous oblige à remettre en question notre propre vision de l'universalité.

Que ceux qui douteraient encore que philosopher puisse aider à vivre fassent l'effort de se plonger dans ce livre. Ils découvriront qu'une réflexion apparemment théorique sur le concept d'universel fait directement écho aux questions qui se posent à l'heure de la mondialisation. Impossible de ne pas voir la contradiction entre l'uniformisation qui envahit notre univers et la force croissante des singularités culturelles qui interdisent la construction d'une véritable communauté. Même si l'on ne croit pas à la prévision d'Huntington sur un futur choc des civilisations, l'avènement d'un monde commun fait de plus en plus figure d'utopie. Pour ne prendre qu'un exemple souvent utilisé dans ce livre, y a-t-il une chance que les droits de l'homme que nous proclamons universels soient effectivement reconnus partout dans le monde ?

Mais, à côté de cette interrogation globale, le philosophe interpelle les Occidentaux sur la validité de leurs convictions les plus fondamentales. Si nous nous obstinons à croire en l'existence de valeurs universelles, c'est que nous y sommes poussés par un profond besoin de sécurité. Nous cherchons à nous appuyer sur des vérités qui, du fait même de leur universalité, soient reconnues comme indiscutables. Nous avons besoin de notions sèches qui soient à la racine de toute intelligence humaine et forment un substrat commun à toutes les cultures. S'en prendre à cette conviction reviendrait à mettre en cause notre vision de l'humanité. Or c'est ce sacrilège que commet François Jullien.

Les vertus d'une faille

Tout son livre est une impitoyable démonstration de l'échec des prétendus universels à parvenir à l'uni-



versalité qu'ils postulent. Ils comportent toujours une faille qui rend leur ambition vaine. Très concrètement, il suffit à François Jullien de mettre vis-à-vis des cultures différentes, de confronter la pensée occidentale à l'hindouisme ou à la pensée chinoise, dont il est l'un des meilleurs connaisseurs, pour mettre en évidence l'écart qui les sépare et l'absence de points communs entre elles. Le quiproquo sur la reconnaissance universelle des droits de l'homme est une illustration éclatante : affirmer que tous les hommes naissent libres et égaux ne peut avoir aucun sens pour la pensée indienne d'un monde hiérarchisé qui ignore le primat de l'individu ; revendiquer l'émancipation des individus est incompatible avec la recherche de l'harmonie qui inspire toute la pensée chinoise, etc. Autrement dit, l'auteur martèle ce message insupportable : l'universalisme que prônent les Européens n'est, en fait, que l'universalisation

de leur propre culture singulière.

L'entreprise de démolition à laquelle, dans un premier temps, se livre François Jullien débouche paradoxalement sur une conclusion positive et une réhabilitation de l'universel. Certes, notre quête obstinée de l'universel n'a aucune chance de déboucher sur on ne sait quelle synthèse condamnée à rester factice. Par contre, la permanence de cette faille a une vertu : elle est ce qui nous garantit que nous ne cesserons jamais de poursuivre la recherche d'un commun, même s'il se dérobe à nos efforts. L'universel n'est légitime que lorsqu'on cesse de le « concevoir comme une totalité positive et saturée mais comme l'exigence de rouvrir toute universalité close et satisfaite ». Et c'est ici que le dialogue des cultures trouve son sens : tenter de comprendre la culture de l'autre nous oblige à remettre en question notre propre vision. L'écart entre les cultures, loin d'être un obstacle à la construction du commun, est une ressource : la tension qu'il maintient, la brèche qu'il garde ouverte, est ce qui nous pousse à toujours effectuer de nouvelles avancées dans la compréhension de ce qui fait l'homme.

JEAN DUBOIS

La fin du dollar ?

LA CHRONIQUE DE
HÉLÈNE REY



Il en est des monnaies comme des langues. Plus nombreux sont les acteurs qui les utilisent, plus elles sont utiles. L'anglais est la « lingua franca » de notre époque et un des moyens de communication les plus efficaces à l'échelle planétaire. Le dollar est la principale monnaie internationale et l'un des moyens d'échange les plus puissants. Cela n'a pas toujours été le cas. Au XIX^e siècle et au début du XX^e, la livre sterling jouissait d'un statut inégalé sur les marchés internationaux. En 1899, la part de la livre dans les réserves de change des banques centrales était prédominante. Elle était quatre fois plus importante que celle du franc ou du mark. Les Etats-Unis ne créèrent leur banque centrale qu'en 1913. Le long déclin de la livre sterling commença avec les terribles chocs des guerres mondiales et la grande crise de 1929. L'ascension du dollar, portée par le développement économique des Etats-Unis, fut irrésistible. Le billet vert détrôna complètement la livre sterling à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il devint le centre du système monétaire international avec les accords de Bretton Woods. Le déclin de la livre sterling est allé de pair avec la perte de suprématie militaire de l'Angleterre et avec le démantèlement de l'Empire britannique. Il a été favorisé par l'instabilité de la livre pendant l'entre-deux-guerres et par l'endettement croissant de la Grande-Bretagne. De nos jours, comme naguère la livre sterling, le dollar occupe une place privilégiée sur les marchés internationaux. Plus de 60 % des réserves des banques centrales sont en dollar, contre 27 % environ en euros et moins de 5 % en yen. Sur les marchés des changes, le volume des transactions impliquant le dollar est deux fois plus élevé que celui impliquant l'euro. Les prix des matières premières, en particulier du pétrole, sont déterminés en dollar. Une grande partie du commerce international est libellée en dollar. Les marchés

des capitaux les plus liquides sont en dollar. De nombreux pays fixent leur taux de change vis-à-vis de la monnaie américaine. La demande mondiale de dollars est donc forte. Cela a permis aux Etats-Unis de financer leurs déficits extérieurs assez aisément, « privilège exorbitant » souligné en 1965 par Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre du général de Gaulle. Cela leur permet d'être les banquiers du monde en empruntant des liquidités à taux bas et en investissant dans des actifs étrangers à plus hauts rendements. Cela favorise les transactions internationales des entrepreneurs américains, car ils opèrent dans des marchés liquides et ont peu à se soucier du risque de change. Cela permet aussi au Trésor américain de récolter environ 0,3 % du PIB par an en seigneurage international. La prééminence du dollar n'a été menacée ni par le mark ni par le yen car la taille de l'économie américaine la mettait hors d'atteinte.

La création de l'euro, avec, en 2007, un PIB de 11.900 milliards pour les pays de la zone, contre 13.800 milliards de dollars pour les Etats-Unis, a peut-être changé la donne en permettant l'émergence d'une alternative crédible face au dollar. Comme l'Angleterre de l'après-guerre, les Etats-Unis sont maintenant très endettés vis-à-vis du reste du monde. Et le dollar, comme jadis la livre sterling, semble entré dans une zone d'instabilité. Les récents records de l'euro face au billet vert en témoignent. Dans un article, Menzie Chinn, de l'université de Wisconsin, et Jeffrey Frankel, de Harvard, estiment qu'il est désormais plausible que l'euro détrône le dollar dans les quinze prochaines années (1). Ils basent leur simulation sur l'hypothèse d'un accroissement de la taille de la zone euro dû à l'entrée des pays en voie d'accèsion, comme la République tchèque (mais supposent que le Royaume-Uni reste en dehors) et sur les synergies entre les marchés financiers de Londres et de la zone euro. Si ce scénario s'avérait exact, il aurait de profondes implications sur la soutenabilité des déficits extérieurs américains et sur l'équilibre géopolitique mondial. Mais on ne change pas de monnaie internationale comme de chemise. La livre sterling a dominé du XIX^e au XX^e siècle. Une fois une monnaie établie sur les marchés internationaux, il faut de puissants chocs pour l'en déloger. Il paraît un peu tôt pour parier sur l'émergence de l'euro comme principale monnaie internationale au XXI^e siècle.

HÉLÈNE REY est professeur à l'université de Princeton.

(1) <http://ksghome.harvard.edu>

Mariage et famille : trois visions de l'individualisme

Décision éminemment privée, le mariage demeure une question majeure de politique publique. Partout en Occident, union libre, séparation, divorce, monoparentalité accompagnent un déclin de la fécondité et de la nuptialité. On estime actuellement, à Washington comme à Paris, qu'un mariage sur deux se termine par un divorce.

Aux Etats-Unis, la proportion de naissances hors mariage est passée de moins de 10 % en 1960 à plus de la moitié en 2005 (près de la moitié en France). Les changements s'accroissent. En 1960, un cinquième des enfants noirs vivaient avec leur mère isolée. C'est le cas maintenant du cinquième des enfants blancs, et de plus de la moitié des enfants noirs. Aujourd'hui, seules 50 % des familles américaines ont à leur tête un couple marié, contre 80 % en 1950 et 60 % en 1980. Près d'un million d'enfants sont chaque année impliqués dans un divorce.

Les ruptures familiales engendrent un appauvrissement. Au point qu'aux Etats-Unis le mariage est érigé en instrument de lutte contre la pauvreté. La réforme du Welfare votée en 1996 sous l'ère Clinton incite les Etats à soutenir les familles biparentales. L'administration Bush a débloqué des centaines de millions de dollars pour favoriser le mariage (primes de mariage, cours de préparation, campagnes de communication, etc.). Mais si tous les spécialistes observent le passage d'un mariage institutionnel (pour instituer la famille) à un mariage individualiste (pour d'abord faire plaisir aux individus), leurs analyses sont très variées.

L'individualisme sympathique

ALONE TOGETHER. HOW MARRIAGE IN AMERICA IS CHANGING Paul R. Amato, Alan Booth, David R. Johnson, Stacy J. Rogers Cambridge, Harvard University Press, 2007, 323 pages.

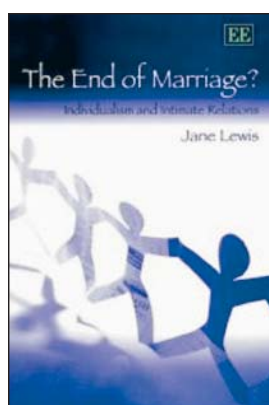
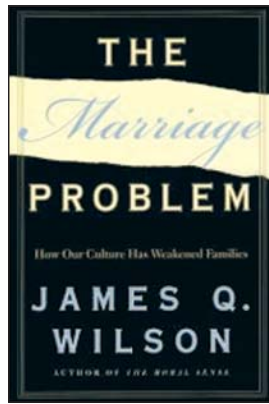
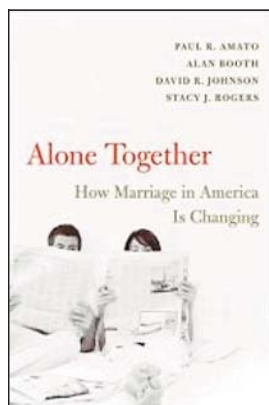
Quatre sociologues de l'Université de Pennsylvanie, emmenés par Paul Amato, ont réalisé une enquête identique à vingt ans d'intervalle. Interrogeant des individus mariés, ils se sont intéressés à ce qu'ils appellent la « qualité des mariages ». Entre 1980 et 2000, les niveaux de bonheur déclarés n'ont pas véritablement varié. Jalousie, problème de

répartition des ressources au sein du ménage, addictions diverses ont légèrement diminué. Si, en 1980, 21 % des couples mariés faisaient état de violence domestique, ils ne sont plus que 12 % en 2000. Le taux d'activité des épouses, sur la période, est passé de 58 % à 75 % et la part de la contribution féminine aux ressources des ménages mariés de 21 % à 32 %.

Selon les sociologues, qui rendent compte d'une participation accrue des hommes aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants, les mariages les plus favorables à l'égalité entre les hommes et les femmes sont les plus heureux. Mais, parmi eux, ce sont les couples sans enfant qui sont les plus contents...

Le grand changement, c'est la baisse considérable du temps passé ensemble. Les activités conjugales, les sorties conjointes, les visites et les dîners en commun chez des amis ont très nettement diminué. La part des couples indiquant voir fréquemment un film à deux, faire des courses, rendre visite à des proches, travailler ensemble s'est réduite de 40 %. Un nombre croissant d'individus mariés ont des loisirs, des réseaux, des vacances, voire des appartements, différents de ceux de leur conjoint.

Les auteurs ont tout de même une vision très positive d'un mariage qu'ils disent « égalitaire », car proposant un cadre moins contraignant au quotidien. Et cette image sympathique des couples mariés, se déclarant toujours aussi heureux mais passant moins de temps ensemble, ne dit rien de ceux qui ne sont plus mariés, et de ceux qui ne l'ont jamais été.



L'individualisme égoïste

THE MARRIAGE PROBLEM. HOW OUR CULTURE HAS WEAKENED FAMILIES James Q. Wilson New York, HarperCollins, 2002, 274 pages.

Célèbre criminologue de Harvard,

James Q. Wilson défend la thèse conservatrice. Pour lui, le mariage est une institution éternelle, essentielle pour la stabilité de la société. Les idées progressistes et les interventions publiques (facilitation du divorce, aides sociales aux mères célibataires) l'ont affaibli. S'appuyant sur une multitude d'enquêtes, Wilson reprend la palette d'avantages conférés par le mariage. Les couples mariés se déclarent plus heureux que ceux qui ne le sont pas. Ils disposent de revenus supérieurs, tendent à être en meilleure santé et vivent plus longtemps que les non-mariés. Le mariage serait source de bonheur, de richesse, de réussite, de bonne santé.

Autant dire que l'auteur est inquiet de voir la famille remise en cause par l'individualisation des comportements, les aspirations hédonistes et la privatisation des mœurs : au paravent l'individu appartenait à la famille, désormais la famille appartient à l'individu. Chacun, dans ce contexte, peut faire ce qu'il veut en termes de comportements reproductifs et matrimoniaux. C'est, pour Wilson, une corruption morale fondamentale.

Pour lui, le problème clef est qu'on divorce maintenant trop facilement. Seuls un tiers des cas de divorce sont le fait d'incidents sérieux ou de querelles régulières

entre les parents. Pour les enfants, le divorce est plus source de douleur que les tensions parentales qu'ils ressentent. En un mot, l'individualisme familial moderne est un égoïsme qu'il faut moralement et pratiquement combattre.

L'individualisme positif

THE END OF MARRIAGE? INDIVIDUALISM AND INTIMATE RELATIONS Jane Lewis Cheltenham, Edward Elgar, 2001, 235 pages.

Pour les pro-mariage, le mouvement d'individualisation a des vertus, notamment pour l'émancipation des femmes, mais il a profondément déstabilisé l'institution familiale. De sacrement, le mariage est devenu contrat. De contrat il s'est transformé en arrangement. Et c'est, selon Jane Lewis, professeur de politique sociale à Oxford, une excellente nouvelle.

Le divorce, facilité par l'indépendance économique des épouses, repose d'abord sur un changement des valeurs. Longtemps le mariage a signifié « deux font un ». Aujourd'hui c'est de plus en plus « un et font deux ». Lewis n'y voit aucun égoïsme. Le déclin des modèles traditionnels du pater familias et de l'homme pourvoyeur de ressources s'est accompagné d'une privatisation du mariage. Il y a là un mouvement d'individualisme positif, inscrit dans l'histoire. La dissociation de la procréation et de la sexualité a été suivie de la dissociation du mariage et de la parenté. Il pourrait s'ensuivre une dissolution intégrale du mariage dans l'ensemble des formes possibles d'unions entre individus.

Pour Jane Lewis, les différences d'attitude et de comportement à l'égard du mariage sont plus des différences générationnelles que des différences entre parents mariés et parents qui cohabitent. Si on la suit, le XXI^e siècle sera celui des unions et des cohabitations d'amour, et donc aussi celui des désamours et des séparations. Le mariage ne sera plus une institution, mais seulement une relation. D'où de formidables évolutions juridiques en perspective pour s'adapter aux décompositions et recompositions familiales en tout genre.

JULIEN DAMON

Professeur associé à Sciences po (cycle d'urbanisme)

LA REVUE DU JOUR

Contre-exemple européen

Le thème. Qui aurait pensé en 1999, lors du lancement de la monnaie unique européenne, qu'elle s'imposerait comme une monnaie forte, capable de réduire la suprématie du dollar ? La revue « Europe's World », qui consacre un dossier spécial aux services financiers, donne la parole aux experts et fait preuve d'une grande pédagogie. Leurs conclusions vont à l'encontre d'idées reçues sur le déclin financier de l'Europe ou la Banque centrale européenne. Pour ces experts, l'intégration financière européenne a atténué l'impact du choc de la débâcle du marché des « subprimes » américains, comme elle l'avait déjà fait lors des crises du crédit asiatique et russe. La BCE a également montré sa capacité à gérer la crise actuelle des liquidités. Dans ce qui pourrait être un clin d'œil moqueur à l'égard des Anglais euroscopiques, deux journalistes britanniques, John Adams et Stewart Fleming, rappellent que la City de Londres « a pratiquement adopté l'euro dès sa naissance ». Même si l'intégration financière européenne est encore inachevée, affirment les auteurs du dossier, elle est néanmoins devenue un véritable exemple pour les Américains. Les entreprises outre-Atlantique en appellent désormais à une réglementation à l'européenne : « flexible mais basée sur des principes ».

La citation. « Ce qui frappe tout observateur extérieur c'est, par comparaison au modèle américain, la modernité du mode européen de régulation de l'assurance et la puissance et la compétitivité de nos grands assureurs. » Gérard de la Martinière, président de la Fédération française des sociétés d'assurances.

J. H.-R.

« Europe's World », printemps 2008, numéro 8, Fondation Robert-Schuman, 216 pages, 12 euros (www.europesworld.org).

